

REVUE ÉLECTRONIQUE SEMESTRIELLE



Revue Infundibulum-scientific

Revue Scientifique des Langues,
Lettres, Civilisations, Sciences sociales
et Humaines

Numéro 6
Mars 2024
ISSN: 2789-1666



Domaines

Langues, Lettres, Civilisation, Sciences Sociales et Humaines

Éditeur: département d'Espagnol de l'UFR Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara

INDEXATIONS



<http://journal-index.org/index.php/asi/article/view/12709>



<https://aurehal.archivouverture.fr/journal.read/id/411675>



<https://www.entrevues.org/revues/infundibulum-scientific/>



<https://reseau-mirabel.info/revue/15267/Infundibulum-Scientific//reseau->



À propos de

La notion de science fait penser indubitablement à plusieurs disciplines. En ce sens, nous disons science de la vie, science du langage, science historique, science économique, etc. Ces différents types de sciences que nous énumérons ne constituent pas des éléments compacts, indissociables. En effet, la Science est un conglomérat de ce que nous pouvons qualifier de sous-sciences ou branches qui, mises ensemble, forment l'élément global qui n'a qu'une seule visée : La Connaissance.

La Revue *Infundibulum Scientific* n'est rien d'autre que ce vecteur Sciences-Connaissance. Elle se veut un carrefour, un croisement de plusieurs disciplines. Notre revue *Infundibulum* ou **Entonnoir** a pour objectif, de diffuser la quintessence des travaux des Enseignants-Chercheurs et Chercheurs de tous horizons, issus des langues, des lettres, des sciences humaines et sciences sociales.

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Directeur de publication : **Dr. PALE Miré Germain (Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara)**

Rédacteur en chef : **Dr. DJORO Amon Catherine Épse KOMENAN (Maître de Conférences)**

Secrétaire de rédaction : **Dr. YAO Kouamé Francis (Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara)**

Webmaster et Chargé de politiques de diffusion : **Dr. KONE Odanhan Moussa (Université Alassane Ouattara)**

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Président

Prof. KOUI Théophile, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny

Membres

Prof. ADJA Kouassi, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Prof. TRO Deho Roger, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Dr. ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences – Université Alassane Ouattara

Dr. GATTA née BONY Tanoa Marie Chantale (Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny)

COMITÉ DE LECTURE

Prof. DESPAGNE BROXNER Colette Ilse, Professeur des Universités, Université Autonome de Puebla (Mexique)

Prof. DIAZ NARBONA Inmaculada, Professeur des Universités, Université de Cadix (Espagne)

Prof. EKOU Williams Jacob, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny

Prof. ORTEGA MARTIN José Luis, Professeur des Universités, Université de Grenade (Espagne)

Prof. RENOUPREZ Martine, Professeur des Universités, Université de Cadix (Espagne)

Prof. VÁZQUEZ AHUMADA Andrea, Professeur des Universités, Université Autonome de Puebla (Mexique)

Dr. AGOSSAVI Simplicie, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi

Dr. AHOULI Akila, Maître de Conférences, Université de Lomé

Dr. KANGA Konan Arsène, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr. KOFFI Ehouman René, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr. KOUA Kadio Pascal, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

Dr. OVONO Ébè Marthurin, Maître de Conférences, Université Omar Bongo, Gabon

Dr. OULAÏ Jean-Claude, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr. SEKONGO Gossouhon, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr. TOPPE Eckra Lath, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

Dr. YAO Jean-Arsène, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

Dr. YAO Koffi, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

Dr. MEDENOU Cossi Basile, Maître de Conférences, Université d'Abomey Calavi

COMITÉ DE RÉDACTION

Prof. KOUI Théophile, Professeur des Universités, (Université Félix Houphouët-Boigny)

Dr. AMENYAH SARR Efua Irène, Maître de Conférences, Université Gaston Berger (Sénégal)

Dr. BOHOSSOU N'guessan Séraphin, Maître de Conférences, (Université Alassane Ouattara)

Dr. DJANDUE BI Drombé, Maître de Conférences, (Université Félix Houphouët-Boigny)

Dr. DJOKE Bodjé Théophile, Maître de Conférences, (Université Félix Houphouët-Boigny)

Dr. DOHO Bi Tchan André, Maître de Conférences, (Université Alassane Ouattara)

Dr. GATTA née TANOVA Boni Marie Chantal, Maître de Conférences, (Université Félix Houphouët-Boigny)

Dr. HOUSSOU Dehouegnon Roméo Dorgelès, Maître de Conférences, (Université Alassane Ouattara)

Dr. KARIDJATOU Diallo, Maître de Conférences, (Université Alassane Ouattara)

Dr. KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, (Université Alassane Ouattara)

Dr. KOUADIO Djoko Luis Stéphane, Maître de Conférences, (Université Félix Houphouët-Boigny)

Dr. KOUADIO Yao Christian, Maître de Conférences, (Université Alassane Ouattara)

Dr. N'DRE Charles Désiré, Maître de Conférences, (Université Alassane Ouattara)

Dr. N'DRI Paul Amon, Maître de Conférences, (Université Alassane Ouattara)

Dr. PALÉ Miré Germain, Maître de Conférences, (Université Alassane Ouattara)

Dr. BISSIELO Gaël Samson, Maître-Assistant, (Université Omar Bongo, Gabon)

Dr. COULIBALY Mamadou, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)

Dr. KOFFI Konan Hervé, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)

Dr. N'GUESSAN Kouadio Lambert, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)

Dr. SAKOUM Bonzallé Hervé, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)

NORMES DE RÉDACTION

La Revue *Infundibulum Scientific* accepte les contributions originales des “Lettres, Langues, Civilisations, des Sciences Sociales et Humaines”, ou tout autre domaine proche.

Formatage

Les contributions à envoyer en fichier Word à la Revue *Infundibulum Scientific* doivent être comprises entre 10 et 18 pages. Le texte doit être justifié, en police Arno Pro, taille de police : 12, interligne : 1,5 et pour la marge : 2,5 cm (Gauche-Droite, Haut-Bas).

Langues de publication

Espagnol, Français, Allemand ou Anglais.

Citations

Les citations de moins de quatre lignes sont présentées entre guillemets dans le texte. Lorsque la citation est supérieure ou égale à quatre lignes, il faut aller à la ligne pour l'insérer (interligne 1) en retrait de 1 cm, taille : 11.

Les citations dans une langue autre que celle de l'écriture sont traduites et intégrées au texte. Le texte d'origine devra être indiqué en note de bas de page, précédé de la mention : **Texte d'origine**.

Les notes de bas de pages sont exclusivement réservées aux citations traduites et aux notes explicatives.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, de la façon suivante :

– (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur, Nom de l'Auteur, année de publication, virgule, pages citées précédées de la lettre p suivie d'un espace avant le chiffre).

Exemple : (M. G. Palé, 2019, p. 7) ou pour Palé (2019, p. 7).

Les parties supprimées d'une citation ainsi que toute intervention dans une citation sont indiquées par des crochets droits [...].

Structure de l'article scientifique

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénoms et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en français, en espagnol et en anglais [250 mots maximum], Mots clés [entre 5 et 7 mots maximum], (chaque résumé est précédé d'un titre) sur la première page.

Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie, Annexes si nécessaire.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénoms et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé dans la langue d'écriture, en espagnol et en anglais [250 mots maximum], Mots clés [entre 5 et 7 mots maximum], (chaque résumé est précédé d'un titre), Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie, Annexes si nécessaire.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). (Ne pas automatiser ces numérotations).

La pagination en chiffre arabe apparaît en bas de page et centrée.

Bibliographie

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM, Prénom (s) de l'auteur. Année de publication. Zone titre. Lieu de publication : Zone Éditeur. Position de l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Éditeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre, le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Exemples :

Pour un livre : SARTRE Jean Paul (1948). *Qu'est-ce que la littérature?* Gallimard : Paris.

Pour un article : KONAN Koffi Syntor (2019). « Violence et déchéance existentielles dans Nada de Carmen Laforet ». *N'zassa*, n° 2, 161-172.

Pour un mémoire ou une thèse : PALE Miré Germain (2014). *L'impact du pétrole sur la société équato-guinéenne*. Thèse doctorat en Études Ibérique et Latino-Américaine, Abidjan : Université Félix Houphouët-Boigny.

NB: Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

Sources internet:

Pour les sources internet ou électroniques, les mêmes dispositions relatives à une source bibliographique s'appliquent, à la différence qu'il faut y ajouter le site web, le jour, le mois, et l'année de consultation.

VITAR Beatriz (1992). «Los intérpretes o lenguaraces en la conquista americana: entre las peregrinas lenguas y el castellano imperial, in Etnicidad, Economía y simbolismo en los Andes», pp. 181-193, disponible sur <https://books.openedition.org/ifea/2299?lang=fr>, consulté le 10/06/2021.

Typographie française

– La rédaction s'interdit tout soulignement et toute mise de quelque caractère que ce soit en gras.

– Les auteurs doivent respecter la typographie française concernant la ponctuation, l'écriture des noms, les abréviations... Les appels de notes sont des chiffres arabes en exposant, sans parenthèses, placés avant la ponctuation et à l'extérieur des guillemets pour les citations. Tout paragraphe est nécessairement marqué par un alinéa d'un cm à gauche pour la première ligne.

Les Tableaux, schémas et illustrations

En cas d'utilisation des tableaux, ceux-ci doivent être numérotés en chiffres romains selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Les schémas et illustrations doivent être numérotés en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte.

ÉDITORIAL DE LA REVUE

Nous portons sur les fonts baptismaux une nouvelle revue scientifique, Infundibulum-Scientific. Pluridisciplinaire, elle entend couvrir le vaste champ des Langues, Lettres, Civilisations, Sciences Sociales et Humaines. Certes, il existe déjà un certain nombre de revues

scientifiques dans ce créneau en Côte d'Ivoire et en Afrique. Mais précisément, *Infundibulum* naît pour encourager l'émulation dans la quête de la qualité. L'ambition que porte *Infundibulum-Scientific* est d'offrir aux chercheurs et aux enseignants-chercheurs Ivoiriens et au-delà, africains, un espace d'échanges d'expériences, de débats et de collaboration, en prêtant une attention particulière aux besoins spécifiques des sociétés africaines aux prises avec des maux qui les déshumanisent.

Quand on enseigne dans une université, il est légitime de mettre ses productions scientifiques au service de sa promotion. Ainsi, nos chercheurs et enseignants-chercheurs, dans de nombreux cas, font leurs travaux scientifiques les yeux rivés sur le CAMES. Il faut inverser les choses. Les travaux destinés au CAMES doivent être conçus comme des contributions pour enrichir les connaissances scientifiques. Le développement de notre pays dépend dans une large mesure de la qualité de ces productions scientifiques, de la pertinence des solutions qui y sont proposées. Alors il faut sortir des sentiers battus pour ouvrir des routes nouvelles si nous voulons arriver à bon port. Il revient aux chercheurs africains de renforcer leur système de recherche confronté à de multiples défis. Mais il ne faut pas démissionner pour autant. Il faut s'armer de courage et de persévérance pour avancer.

Les sociétés africaines, du fait de leur histoire, sont aux prises avec des défis qui ont pour noms, violences politiques, système de santé défaillant ou inexistant, injustices sociales criardes, chômage à grande échelle...Le monde rural est livré à lui-même, privé de la moindre protection sociale, tel l'environnement dans lequel les chercheurs africains exercent leur métier. Ils ne sauraient continuer à fermer les yeux sur les situations dramatiques qui nous entourent et constituent le quotidien de nos peuples. Sociologues, historiens, géographes, politologues, philosophes, théoriciens de la littérature peuvent orienter leurs réflexions vers ces horizons plongés dans des ténèbres. Quant aux linguistes, ils ont le vaste chantier des langues nationales en voie de disparition. Dans le camp des sciences sociales et humaines les chantiers sont nombreux et urgents.

Évidemment, ces types de travaux exigent un engagement, du courage et de la persévérance car il s'agit de la quête de la connaissance destinée à modeler l'environnement humain et social. La qualité intrinsèque d'un ouvrage, d'un article ou d'une communication constitue en soi un passeport y compris pour le CAMES. C'est dire que la qualité est dans le domaine scientifique ce qu'est une panacée pour une maladie donnée ou une clé universelle pour ouvrir le monde.

La revue *Infundibulum Scientific* se donne pour mission, sans prétention aucune, la tâche d'apporter sa contribution à améliorer les productions scientifiques des chercheurs ivoiriens et africains ; et même d'ailleurs. Elle se veut particulièrement exigeante sur la qualité des travaux qui lui sont soumis pour publication. La vocation de cette revue est d'incarner l'excellence. Tous ceux qui veulent collaborer avec *Infundibulum Scientific* doivent s'inscrire dans cette ligne.

M. Théophile KOUI
Professeur Titulaire des Universités CAMES
Ex-Directeur de publication
de la Revue *Infundibulum Scientific*

SOMMAIRE

I. ALLEMAND

1. **Eckra Lath TOPPE, Koiadia Michée BOUADOU**: Neue literarische Trends: Die Digitalisierung bzw. Neumedialisierung der Literatur am Beispiel des Romans *Connect* von Thea Mengeler.....pp. **12-29**
2. **Rolland Tchima KONE, Léon Charles N'CHO**: Geometrie und linguistik in der literatur am beispiel ernst jandls brachylogischer dichtungpp. **30-47**

II. ANGLAIS

3. **N'Télam OULAM, Yétigolibe BOLDJA**: Illegitimate political power and morality in *A man for all seasons*.....pp. **48 -59**

III. ANTHROPOLOGIE

4. **Laurent Gnimian KOUDOUGOU, Léa PARE, Nourou BARRY, Patrice TOE** : Barrières et facilitateurs de l'adoption de la chimio prévention du paludisme saisonnier au Burkina Faso.....pp. **60-77**

IV. ESPAGNOL

5. **Aboubakar SYLLA, Agré Jules-Arnaud AGRÉ et Bi Gohi Marius SEMI** : Le calque comme outil d'analyse traductologique des toponymes dans la version espagnole DE *En attendant le vote des bêtes sauvages* de Ahmadou Kourouma.....pp.**77-95**
6. **Amoin Pauline KOUZEHI** : La tentative de coup d'État de 1981 et la transition politique démocratique en Espagne.....pp. **96-104**
7. **Atta Bredoumou Albert AMOAKON** : La pratique du *Melan* comme base d'une croyance et régulatrice de la vie sociale chez les fang de la Guinée Équatoriale.....pp.**105-115**
8. **Disfing Ohouo Armel YAPI**: Resistencia de las voces femeninas en *El amor en los tiempos del cólera*. Una lectura sociológica a la luz de *América ladina*.....pp.**116-132**
9. **Droh Joël Arnould KEFFA**: La transidentidad guineoecuatorialiana : entre opresión y marginalización en *La bastarda* de Trifonia Melibea Obono.....pp.**133-149**
10. **Gaëlle M'VE** : La crise de l'asile dans l'Union européenne.....pp. **150-169**
11. **Koffi Édouard KOUAMÉ**: La enseñanza comunicativa del español desde el Epc en el secundario marfileño: dificultades y propuestas.....pp. **170-182**
12. **Kouakou Bruce Antoine Hilaire KOFFI** : La construction identitaire basque catalane et andalouse galicenne (1835-1895)pp. **182-192**
13. **Kouakou Moïse KOUASSI** : Étude comparée des expressions idiomatiques baoulé et espagnoles.....pp.**193-206**
14. **Kouassi Aurélien KOUAMÉ**: La guerra civil española en *España en el corazón* de Pablo Neruda y en *España, Aparta de mí este Cáliz* de César Vallejo: entre denuncia, testimonios y solidaridad.....pp.**207-222**

- 15. Niamien Pascal YAO** : Le féminisme dans la littérature péruvienne des années 80 : "De la rébellion à la liberté".....pp.223-236
- 16. Oi Bosson Benoit BOSSON** : Analyse de l'escalier et du personnage de l'adolescent comme l'enfer et l'espérance dans *La historia de una escalera* de Antonio Buero Vallejo.....pp. 237-250
- 17. Oscar Roméo Cassien** : Les actions cubaines en Afrique : De Cuito Canavale à la lutte contre Ébola en Afrique de l'Ouest en 2014.....pp. 251-266
- 18. Zana Moussa OUATTARA**: Efectos del colonialismo español en Guinea Ecuatorial. La política anti española de Francisco Macías Nguema: entre nacionalismo y dictadura.....pp.267-281

V. GÉOGRAPHIE

- 19. Assoh Hortance Aman Epse N'GUESSAN, Mathieu Jonasse AFFRO et Bolley Josué Aristide LOUKOU**: Système d'utilisation des milieux humides périurbains et approvisionnement du district d'Abidjan en produits maraichers.....pp.282-306
- 20. Baba DIARRA, Cheikh Tidiane WADE** : Caractérisation structurale et agronomique des systèmes de production de l'anacarde (*Anacardium occidentale* L) dans l'arrondissement de Djirédji en Moyenne Casamance dans le Sud du Sénégal.....pp. 307-327
- 21. Brou Ghislain KOUADIO** : Perception et pratiques organisationnelles liées aux risques sanitaires chez les conducteurs de motos de Bouaké.....pp. 328-343
- 22. Gondo DIOMANDE, Koffi Bertrand YAO, Gué Pierre GUELE** : Impacts environnementaux et sanitaires des restaurants populaires dans la zone industrielle de Yopougon à Abidjan.....pp.344-360
- 23. DANDONOUGBO Iléri, Edem BOTCHI, Mawulolo KOEVI** : Problèmes de mobilité entre le centre-ville et la commune Golfe 7, un milieu périphérique du Grand Lomé au Togo.....pp.361-376
- 24. Larissa BLEY** : La gestion de la violence criminelle dans la ville de Duékoué.pp. 377-390
- 25. Marcel Koko KAMBIRÉ** : L'Espagne et le conflit du Sahara occidental : entre politique de séduction et réalisme.....pp. 391-403
- 26. Saliou Mbacké FAYE, Mouhamadou Mawlouid DIAKHATE** : La réserve de biosphère du delta du Saloum : diversité écosystémique et menaces.....pp. 404-421

VI. HISTOIRE

- 27. Sougle-Noma LAGBEMA, Nanbidou DANDONOUGBO** : La mise en valeur du nord-est du bassin de l'Oti (Togo) par l'administration coloniale allemande (1895-1914).....pp. 422-438

VI. LETTRES MODERNES

- 28. Bini Kouamé PRAO** : Analyse pragmatique-sémantique du lexème « Kadhafi » dans le langage ivoirien.....pp. 439-451
- 29. Gardozi EGNIFI** : De la vulgarité langagière dans *Place des fêtes* de Sami Tchak.....pp. 452-467

- 30. Guelord GO-DZO MAKAMBO** : Le slogan politique chez Denis Sassou Nguesso : arme de conquête et de conservation du pouvoir.....**pp.468-479**
- 31. Joël Arnaud N’guessan YOBOUÉ** : La poésie négro-africaine : une thérapie sociale et socialisante.....**pp.480-491**
- 32. Pierre Lieu WATO, Robert GOUET** : Le *nihidaley* : entre promotion culturelle et facteur de développement économique.....**pp.492-501**
- 33. Séverin NGAKOSSO** : Harcèlements sexuels et viols des Juives : stratagèmes fielleux des personnages nazis pour peaufiner la Shoah.....**pp. 502-514**

VII. LINGUISTIQUE

- 34. Nébremy DAO**: Morphosyntaxe des verbo-nominaux du marka**pp. 515-531**

VIII. PHILOSOPHIE

- 35. Kobena Maxime TAKY**: Immanence contre Transcendance comme figure de l’antagonisme entre Spinozisme et Judéo-christianisme.....**pp.532-552**
- 36. Mamadou SOUMBOUNOU** : La démocratie à l’épreuve des classes sociales et de la lutte de classes en Afrique.....**pp.553-566**

IX. SCIENCES DE L’ÉDUCATION

- 37. Amadou Yoro NIANG** : Étude sur les représentations croisées formateurs-futurs maîtres dans les pratiques réflexives en formation initiale au Sénégal.....**pp. 567-583**
- 38. Bruno Youssou NDOUR, Efua Irène AMENYAH SARR** : L’éducation à la petite enfance et développement psychosocial et culturel de l’enfant.....**pp.584-597**
- 39. Salif BALDE** : Analyse des facteurs de motivation des élèves du lycée d’excellence « Mariama Ba » de Gorée.....**pp. 598-613**

X. SOCIOLOGIE

- 40. Ahouansou Stanislas Sonagnon HOUNDJI, Konan Bah Modeste GNAMIEN, Tano Kouadio ADINGRA, N’Gazoa Solange Élise KAKOU, MARKS Michael, GONZALEZ BEIRAS Camilia, Kouadio Hugue ABO**: Réponses culturelles et itinéraires thérapeutiques du pian chez les communautés baoulé de Zougounou et de Gogokro dans le centre de la Côte d’Ivoire.....**pp. 614- 626**
- 41. Karidja FOFANA épouse KONÉ** : Stratégies de prévention de la consommation de la drogue Kadhafi dans les établissements secondaires d’Assabou à Yamoussoukro (Côte d’Ivoire).....**pp. 627-643**
- 42. Kouadio Alfred YAO, Achi Amédée-Pierre ATSE** : Le « tchonron », une panacée chez les senoufo de Koumabala et de Togoniere en Côte d’Ivoire ?.....**pp. 644-661**
- 43. N’gnanda Anne-Marie KOUADIO, Gouin Bénédicte Edwige TIE, Constant N’DA** : École des maris et implication des hommes dans la santé de la reproduction en milieu rural de Toumodi.....**pp. 662-675**

EFFECTOS DEL COLONIALISMO ESPAÑOL EN GUINEA ECUATORIAL. LA POLÍTICA ANTI ESPAÑOLA DE FRANCISCO MACÍAS NGUEMA: ENTRE NACIONALISMO Y DICTADURA

Zana Moussa OUATTARA
Docteur Ès-Lettres
Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
ozanamoussa@gmail.com

Resumen : Después de varios años de autoritarismo colonial, España concede la independencia a Guinea Ecuatorial el 12 de octubre de 1968, con Francisco Macías Nguema como primer presidente. El intento de golpe de Estado de 1969, constituye una coartada para iniciar una política anti española. Con esto, valora y promociona las culturas ecuatoguineanas. Sin embargo, esta política nacionalista, llevada en un contexto marcado por la represión y la violación de los derechos humanos, fue una estrategia para confiscar el poder.

Palabras clave : Guinea Ecuatorial, política anti española, promoción, cultura, dictadura

Les effets du colonialisme espagnol en Guinée Equatoriale. La politique anti-espagnole de francisco macías Nguema : entre nationalisme et dictature

Résumé : Après plusieurs années d'autoritarisme colonial, l'Espagne concède l'indépendance à la Guinée Équatoriale le 12 octobre 1968, avec Francisco Macías Nguema comme premier président. La tentative du coup d'État de 1969, constitue un alibi pour initier une politique anti espagnole. Avec cela, il valorise et fait la promotion des cultures équatoguinéennes. Cependant, cette politique nationaliste, menée dans un contexte marqué par la répression et la violation des droits humains, fut une stratégie pour confisquer le pouvoir.

Mots clés : Guinée Équatoriale, politique anti espagnole, promotion, culture, dictature

Effects of Spanish colonialism in Equatorial Guinea. Francisco Macías Nguema's anti-Spanish policy: between nationalism and dictatorship

Abstract : After several years of colonial authoritarianism, Spain granted independence to Equatorial Guinea in October 12th 1968, with Francisco Macías Nguema as the first president. On the pretext of the 1969 attempted Coup d'Etat, he initiated an anti Spanish policy and proceeded to the valuation and promotion of the Equatorial Guinean cultures. However, this nationalist policy, led in a context of repression and human rights violations, was a strategy to confiscate the power.

Keywords : Equatorial Guinea, anti Spanish policy, promotion, culture, dictatorship

Introducción

De una posesión portuguesa, la isla de Fernando Poo pasó una colonia española a raíz del Tratado de San Ildefonso en 1777, ratificado un año más tarde, en 1778, por el Tratado de El Pardo (Liniger-Goumaz, 1988). Fue así que, estos territorios del Golfo de Guinea, con todo derecho, pasaron a ser posesiones españolas. Sin embargo, España no mostró gran interés a su colonia hasta 1858, cuando, finalmente, mandó a Carlos Chacón a la colonia. Recordamos que fueron los problemas económicos y políticos, debido a la pérdida de sus últimas colonias suramericanas, Cuba y Filipinas, en 1898, que empujaron a España a pasar a la colonización efectiva de Guinea Ecuatorial (Engouang, 2014).

Durante varios años de autoritarismo colonial, España colonizó este país de África central hasta el 12 de octubre de 1968, fecha en que le otorgó la independencia, con Francisco Macías Nguema como primer presidente. Pero, cabe señalar que a la hora de la independencia, éste no era el candidato favorito de la metrópoli. España había optado, mediante su ministro de Asuntos exteriores, María Castiella, por Atanasio Ndongo Miyone (Palé, 2014). Fue en este contexto que Macías Nguema salió ganador de las elecciones presidenciales. Pues, ante este sentimiento de abandono y, sobre todo tras el fallido golpe de Estado del día 05 de marzo de 1969, Macías Nguema inició una política anti española. Al mismo tiempo, empezó la promoción y valoración de las culturas africanas, en particular las ecuatoguineanas. A partir de estas consideraciones, nos preguntamos si este sentimiento anti español era un pretexto, o más bien una coartada para Macías Nguema instaurar un régimen dictatorial en Guinea Ecuatorial.

El estudio pretende mostrar que paralelamente a la política anti española, Macías Nguema instauró un régimen dictatorial. Hemos optado por el método histórico para nuestro análisis. Permite investigar e interpretar sucesos pasados, para exponer de manera objetiva y ordenada los datos. Tras poner a luz la política nacionalista de Macías Nguema motivada por el sentimiento anti español, indagamos las medidas adoptadas y exacciones cometidas por el régimen de éste para confiscar el poder.

1. Origen del sentimiento anti hispánico de Macías Nguema

Al echar un vistazo en la historia de Guinea Ecuatorial, los motivos del sentimiento anti español de Macías Nguema son diversos. Pero, retenemos aquí, algunos sucesos que, según nosotros, han motivado o sea empujaron a una política represiva contra los españoles y rechazar lo relacionado con España. En efecto, el sentimiento de desdén y de desacuerdo con los

españoles remonta al periodo colonial. En 1964, España concedió la autonomía a Guinea Ecuatorial. En el gobierno formado a este efecto, Macías Nguema era el vice-presidente mientras que Bonifacio Ondo Edu el presidente y, Atanasio Ndongo Miyone, el ministro de Asuntos exteriores.

Durante la campaña para las elecciones presidenciales, España adoptó dos posturas. De hecho, las autoridades españolas no apoyaron al mismo candidato. Mientras que el ministro de Asuntos exteriores María Castiella apoyaba a Atanasio Ndongo Miyone, el primer ministro español, Carrero Blanco, en cuanto a él, sostenía a Ondo Edu. Esta rivalidad aprovechó a Macías Nguema facilitándole la accesión al poder (Liniger-Goumaz, 1996, p. 16). Al contrario, los hay que argumentan que Macías Nguema era, en ciertas medidas, sostenido por la metrópoli, aunque no era el caso :

Aunque muchos amigos de la deformación histórica aseguran que Macías Nguema era el candidato favorito de España, lo cierto es que ese es una simple acusación malintencionada. De hecho, es absolutamente ilógico afirmar que el país colonizador podría preferir al candidato más abiertamente anti-hispanista de todos, y la falsedad de esa información sugiere que solo se deseaba relacionar al gobierno español de aquel entonces con la carrera criminal de Macías Nguema (Caden, 2016, p. 6).

El no apoyo de los dirigentes españoles a Macías Nguema justifica sus discursos anti españoles durante las elecciones y aún después la independencia. En este sentido, Núñez (2001, p. 4) piensa que los eventos que sucedieron tras la independencia fueron por culpa de España ; porque ésta cometió errores en el proceso descolonizador de su antigua colonia :

España cometió dos errores en el proceso descolonizador, y la realidad actual es heredera de ese proceso de imprudencia política y falta de previsión. Así, en primer lugar, España ahogó las aspiraciones independentistas de las poblaciones de etnia bubi que tenían [...]. El segundo error, a pesar de que la administración española controló el proceso electoral del primer presidente de la nueva república del candidato más hostil a España : Francisco Macías Nguema.

Teniendo cuenta del contexto, la elección del nuevo presidente no estaba a favor de la metrópoli. A pesar de sus errores, España saludó y se felicitó del buen transcurso de las elecciones. Pero, muchos temían que « la inclinación anti-hispana del candidato ganador pudiese volverse en su contra. No pasarían unos meses para que los peores temores se cumpliesen y se iniciara un reino de 11 años de terror » (Caden, 2016, p. 6). En cuanto llegó al poder y, como lo temían los españoles residentes en Guinea Ecuatorial en aquel periodo, Macías Nguema abandonó la democracia e instauró una dictadura terrible y represiva.

Además, la crisis económica fue un elemento motivador del anti españolismo de Macías Nguema. Nerín (2016, p. 153) asegura que el principal problema que fue al origen de las tensiones entre Madrid y Malabo, después de la independencia, era de carácter económico. Jamás el General Franco envió el avión presidencial que Macías Nguema le pidió en su primera carta oficial, y tampoco le dio fondos para « sobredimensionar la administración y consolidar las amplias redes de clientelismo » (Nerín, ídem). Macías Nguema no recibió nada de lo que esperaba del gobierno español, como lo revela Deutsch (2018, pp. 314-345) :

La falta de liquidez para Macías era falta de los españoles. Confiaba en el dinero que los colonos blancos tenían en sus cuentas en Guinea. Pero no contó con que antes de las elecciones, y por lo que pudiera ocurrir, se habían adelantado y transferido sus capitales a España. Sus sospechas se confirmaron. Macías intentó congelarlas, pero estaban vacías. A finales de 1968 quedaban solamente 2. 000 pesetas en el Banco Exterior de España. El presidente ordenó una investigación cuyo resultado sería que la compañía ALENA, dedicada durante 30 años a la explotación de madera, había rapiñado hasta el último céntimo de sus cuentas.

Macías por no haber recibido la ayuda económica prometida por el gobierno español, se lanzó en una campaña anti española en todo el país. Animó a sus partidarios en acciones de incitación nacionalista ante las residencias de españoles.

Otro hecho que está al origen del sentimiento anti español de Macías Nguema, sin duda el mayor, es el fallido golpe de Estado del día 05 de marzo de 1969. Macías ha sostenido que el gobierno español había apoyado a Atanasio Ndongó Miyone para poner fin a su poder. En consecuencia, inició una represión muy severa contra los españoles residentes así que las empresas españolas implementadas en Guinea Ecuatorial. Es lo que Núñez (2001, p. 4) expone en el párrafo siguiente :

El presidente Macías, a pesar de las promesas hechas a la población española y a sus nacionales, se transformó en un corrupto y sangriento tirano. Al año de la independencia expulsó a los españoles dedicados a actividades empresariales, sumiendo a la joven nación en la más absoluta miseria y poniendo la primera piedra de lo que sería un régimen de dictadura y atraso. La inmensa mayoría de los españoles huyeron después de ser desposeídos de sus bienes ante el temor de caer asesinatos por las turbas fanatizadas. El dictador al darle la espalda a España, orientó su política exterior hacia el bloque comunista.

Este intento de toma del poder fue el punto de arranque de un hecho que cambió, unos meses después de la independencia, la historia de la joven república. Como lo indica Deutsch (2018, p. 371), el día 05 de marzo de 1969 « cambió el rumbo de la historia de Guinea, pero no en la dirección que se pretendía ».

2. Manifestaciones del sentimiento anti español

Tras la independencia, surgió la crisis de marzo de 1969¹ (conocida también como la crisis de las banderas) entre España y Guinea Ecuatorial. Esta crisis fue un incidente diplomático, en 1969, entre los dos países y puede ser calificado, en otras perspectivas, de la consecuencia de la crisis económica. Macías Nguema aprovechó esta coyuntura para pronunciar discursos racistas contra los españoles durante sus mítines. Con el transcurso del tiempo, lo que era amenazas e indignaciones se transformó en acciones concretas. Así, en febrero de 1969, los españoles que sufrieron violencias físicas son, entre otros, Don Manual, Don Jesús Uriarte y Don Justo Garita. También, son varios médicos y otros funcionarios españoles cuyas cuentas bancarias han sido bloqueadas por el gobierno de Macías Nguema (Alcázar, 2001).

Fue en esta tensión que tuvo lugar el intento del golpe de Estado del día 05 de marzo de 1969. Para Macías Nguema, Atanasio Ndongó Miyone sería sostenido por las autoridades españolas para echarle del poder. En este orden de ideas, adoptó varias medidas, progresivamente, para conservar el poder, y « desencadenó una brutal represión contra sus opositores y contra los españoles, acusándolos, contra todas las evidencias, de una supuesta “maniobra neocolonial”» (Nerín, 2016, p. 154). En cuanto a Deutsch (2018 p. 12), dice que lo que ocurrió en Guinea Ecuatorial después de la independencia es un capítulo que puede ser considerado “oscuro”, tanto para los españoles como para los ecuatoguineanos ; porque ambos fueron víctimas de las barbaridades del régimen de Macías Nguema.

Macías Nguema acusó a los españoles de emprender una supuesta maniobra neocolonial en Guinea Ecuatorial. Reforzó un clima de opinión anti español, anti colonialista y de xenofobia. En mayo de 1969, esta situación provocó la huida de 7 mil de los 8 mil españoles residentes en la antigua colonia (Deutsch, 2018, p. 345 ; Linigier-Goumaz, 1996, p. 646). Además, con la ida de la Guardia Civil, todos los inversores españoles abandonaron Guinea Ecuatorial. Según la opinión de Schlumpf (2016, p. 220), el « país se cerró ante lo foráneo y fue declaradamente anti español por ser España la antigua potencia colonizadora. Es por eso que prácticamente todos los españoles que entonces residían en Guinea regresaron a su patria».

¹ Para más detalles sobre la crisis de marzo de 1969 en Guinea Ecuatorial, leer, entre otros, a Dr. Javier Martínez Alcázar (2001). « La crisis de marzo de 1969 en Guinea Ecuatorial ». *Aldaba*: revista del Centro Asociado a la UNED de Melilla, n° 31, pp. 9-24 ; Palé Miré Germain (2014). *L'impact du pétrole sur la société équato-Guinéenne*. Thèse de Doctorat, Université Felix Houphouët Boigny, Abidjan, Cocody ; Deutsch Christina (2018). *Independencia y descolonización de Guinea Ecuatorial*. Thèse de Doctorat, Université de Valence.

En 1970, tras haber prohibido toda oposición política y creado el Partido Único Nacional de Trabajadores (PUNT), Macías Nguema creó también “La Juventud en marcha con Macías”, una milicia compuesta de voluntarios civiles con armas y que estaban encuadrados militarmente. En todo el país, estos jóvenes realizaron exacciones y saqueos contra opositores políticos de Macías y contra extranjeros como españoles, portugueses, nigerianos (Artucio, 1979, p. 6).

Los blancos y, principalmente los ciudadanos españoles, sufrieron actos de vandalismo y ataques por parte de los partidarios de Macías Nguema :

Las Juventudes en marcha con Macías saquearon locales de colonos, y sembraron de terror las calles de Bata. La policía y las Juventudes de Macías amenazaron, robaron o retuvieron a muchos españoles. El terror de las milicias de Macías se desempeñó, principalmente, contra los bubis, pero las agresiones se centraron contra los blancos y todas las etnias diferentes a la etnia de los fang (Deutsch, 2018 p. 361).

El sentimiento anti español del presidente Macías Nguema se manifestó en todos los niveles, con visto que la cosa sea relacionada con España. En esta perspectiva Deutsch (2018, p. 398) escribió que el periódico alemán *der Spiegel* publicó :

El odio de Macías hacia lo español fue más allá de lo racional: hizo matar a todas las vacas en el país, porque la leche era una bebida española y, en consecuencia, un alimento capitalista y reprobable. Por la misma razón se prohibió el pan, la mantequilla y el jabón. Lo mismo ocurrió con el pescado; el dictador mandó destruir todos los barcos de pesca, y así, además, poder frenar la huida de los jóvenes guineanos que querían salir del país.

El país fue cerrado a lo relacionado con España. Los productos importados de la antigua potencia colonizadora fueron estrictamente prohibidos en Guinea Ecuatorial. Como consecuencia, esta situación provocó la falta de productos de primera necesidad en el país. Clemende Ateba, representante del grupo *bubi* y *playeros*, describía la situación en la que se encontraba el país en 1973 con las palabras siguientes : « no hay sal, ni jabón, aceite, pescado, arroz, pescado salado ni otra clase de salazones, latas de sardinas, y otras conservas alimenticias, etc. » (Deutsch, 2018 p. 399).

En 1973, Macías Nguema adoptó una nueva Constitución, rechazando la de 1968 que sin embargo, había permitido al país acceder a la independencia. Para él, esta primera Constitución fue impuesta por España con el objetivo de mantener su influencia en su antigua colonia. Su motivación va del hecho de que ésta fue redactada durante la Conferencia constitucional. Macías Nguema consideró que la potencia colonizadora había impuesto a su país una Constitución que debería defender y favorecer sus propios intereses (Palé, 2014, p. 47).

La lengua española no escapó a la política anti española de Macías Nguema. Este idioma fue también perseguido por ser la lengua de España. En efecto, la llegada de Macías al poder cambió el destino de la lengua española. Antes aquel periodo, era la lengua oficial y de los dominios claves del país, en particular la administración, la educación, los medios de comunicación, etc. Desafortunadamente, perdió estos privilegios de lengua del poder, aunque en la práctica su uso fue mantenido para dictar las leyes en el marco de las relaciones internacionales. Al contrario, el idioma fang fue elevado al rango de lengua oficial de Guinea Ecuatorial (Nistal, 2006).

El sistema educativo no quedó al margen del sentimiento anti español de Macías Nguema. Según Palé (2014, p. 94), « le système éducatif équatoguinéen a été politisé et instrumentalisé par Macías Nguema et ses partisans² ». Digamos que después de los sucesos de 1969, Macías Nguema exigió la retirada de la administración española. Acusando el gobierno español, asesinó y expulsó a varios actores del sistema educativo (Otabela, 2014, p. 890). Estos actores (maestros y administradores), eran esencialmente españoles.

También, los manuales escolares fueron sacados del programa educativo. El 27 de enero de 1972, algunos soldados retiraron de las librerías, los ejemplares de *geografía e historia de Guinea Équatoriale* de T.L Pujadas y Pérez, manual escolar (Palé, 2014, p. 51). Según esta misma fuente, el régimen pretendió que este libro no podría seguir de uso en el programa, aunque lo estaba desde su publicación en 1969. Sin embargo, el libro fue cambiado, el 28 de enero, por *formación política anti colonialista*. Además, la mayoría de las obras científicas españolas, tratando de la historia de Guinea Ecuatorial en las bibliotecas de la Escuela Nacional de Maestros, fueron quemadas en orden de Ndongo Asangono, miembro del comité central del PUNT de la juventud y de deportes (Palé, ídem, 52). En realidad, se trataba por el régimen, al ser anti español, combatir toda idea colonial o neocolonial en Guinea Ecuatorial.

Siempre en respuesta al fallido golpe de Estado de 1969, Macías Nguema ordenó a los médicos y agentes sanitarios españoles retirarse de Guinea Ecuatorial. Esta expulsión provocó una deficiencia del personal y material sanitarios en los hospitales. Así pues, las poblaciones fueron víctimas de varias enfermedades, epidemias y penurias de medicamentos (Palé, 2014, p. 100).

² **Nuestra traducción:** El sistema educativo ecuatoguineano fue politizado e instrumentalizado por Macías Nguema y sus partidarios.

En marzo de 1975, el sentimiento anti hispánico de Macías Nguema llegó a la Religión católica. Impuso a los sacerdotes la obligación de empezar sus sermones con estas palabras : “Nada sin Macías, todo por Macías ...; abajo el colonialismo y los ambiciosos”. En uno de sus discursos pronunciados en Bata, Macías dijo que « deben echar en cara a los falsos sacerdotes que son colonialistas, ladrones, estafadores y explotadores » (Artucio, 1979, p. 21). Así, inició una persecución contra los misioneros y sacerdotes tanto españoles como ecuatoguineanos.

En pocas palabras, la política anti hispánica de Macías Nguema consistió en combatir todo lo relacionado con España en Guinea Ecuatorial. En cambio, adoptó una política nacionalista promocionando las culturas nacionales.

3. La política nacionalista de Macías Nguema : valoración de las culturas autóctonas

Tras haber rechazado lo relacionado con España, Macías Nguema se lanzó en una política de promoción de las culturas ecuatoguineanas. En otras palabras, la política nacionalista de Macías se enfatizó en la afirmación de la identidad de la cultura africana.

El líder ecuatoguineano, Francisco Macías Nguema, vino a presentarse como aquel político que daría de nuevo a los ecuatoguineanos la dignidad y el bienestar perdido durante la colonización española. Así, en sus discursos políticos y sus declaraciones públicas, denunció los abusos de la colonización, como la discriminación y la segregación racial, los trabajos forzosos, la explotación de tierras, la explotación económica y los asesinatos de héroes. Macías Nguema condenó también la asimilación y la alienación cultural (Darrigol, 2014, p. 466).

Macías Nguema aplicó la africanización de topónimos, de antropónimos y de la moneda nacional en Guinea Ecuatorial. Promocionó también las prácticas culturales ancestrales como la dote así como la difusión permanente de la música tradicional ecuatoguineana en la Radio Santa Isabel. Por fin, el Gallo volvió a ser la nueva efigie del país (Darrigol, ídem, p. 465). Según esta misma fuente, la africanización en Guinea Ecuatorial empezó primero con la denominación de escuelas, en noviembre de 1971, mediante un decreto firmado por el presidente Macías Nguema. El objetivo de esta Ley fue ir aboliendo las denominaciones coloniales. Así, los nombres de los colegios y escuelas fueron cambiados. El instituto “Isabel la Católica” se llamará “Rey Malabo”; el de “General Franco” por el de “Acacio Mañe”; el de “Virgen de Guadalupe” por el de “Patricio Lumumba”.

La política de valoración de las culturas africanas se agutizó en 1973, cuando el 29 de julio, después el cuarto Congreso del PUNT, una Ley oficializó el cambio de los nombres de

lugares, de personas y de la moneda. Mediante esta Ley, el Estado integra los corrientes políticos y culturales de esta época, como la afirmación de la soberanía nacional, la denuncia del colonialismo y la reivindicación de identidades culturales africanas. La elección en el dominio de topónimos se llevó, en este contexto, sobre héroes de la resistencia, los abusos del sistema colonial y las referencias culturales y lingüísticas locales (Darrigol, 2014, pp. 467-468).

La llegada al poder de un presidente anti colonialista en Guinea Ecuatorial introdujo una serie de denominación de lugares, de sustitución por la mayoría, destinados a marcar el espacio urbano. El decreto del 29 de julio de 1979 relativo a los cambios de nombres de lugares en Guinea Ecuatorial fue firmado. Según las disposiciones de este decreto, los patrones de personalidades españoles o de denominaciones a carácter religioso perteneciente a la toponimia colonial, desaparecieron para dejar sitio a los de ciudadanos ecuatoguineanos ilustres y estimados durante la lucha para la independencia (Darrigol, 2014, p. 468).

Por decreto Ley del 29 de julio de 1973, Macías Nguema puso en marcha una política de topónimos africanos. El régimen de Macías procedió a la modificación de nombres de algunos lugares. Así, la capital, Santa Isabel, volvió Malabo (un rey bubí) ; la isla de Fernando Poo fue rebautizada Macías Nguema ; San Carlos volvió Luba (un jefe bubí) ; Concepción volvió Riaba (un jefe religioso bubí) ; Annobón ha vuelto Pagalú, o « Papa Galu », que es Papá Gallo en idioma local fá d'ambô, el emblema electoral de Macías Nguema, el Gallo (Liniger-Goumaz, 1988, p. 6).

La valoración de la cultura africana y la afirmación de identidad a en Guinea Ecuatorial se manifestó también a través de la moneda. En efecto, durante la colonización, la moneda española, la Peseta, fue impuesta en toda la colonia y remplazando el *Livre Sterling* en Santa Isabel, y de las monedas africanas locales tales como el Ekwele. Recordamos que de 1975 a 1979, el Ekwele volvió la denominación de la moneda oficial de Guinea Ecuatorial. En esta perspectiva, el Banco Popular y Central de Guinea Ecuatorial emitió billetes de la nueva moneda, en efigie del presidente Macías Nguema y de personas que marcaron la resistencia durante la colonización como Enrique Nvo y Santiago Uganda Ndele Ngole (Darrigol, 2014, p. 481).

La política de las culturas africanas se caracterizó también por la vuelta a los antropónimos africanos. Según Justo Bolekia Boleká (1994), citado por Adeline Darrigol

(2014, p. 482), los antropónimos son propios a una etnia, a una localidad y a una cultura. Desde entonces, constituyen los elementos que permiten marcar la identidad y la personalidad de una comunidad. Por decreto del 10 de marzo de 1976, Macías Nguema obligó a los ecuatoguineanos abandonar sus nombres españoles bajo pena de una enorme multa. El texto impone también una pronunciación correcta de los antropónimos africanos, según lo revela Darrigol (2014, p. 483) :

Ningún guineano de esta fecha podrá exhibir ninguno de los nombres de pila puestos por la Iglesia al ser bautizados. Tampoco se permitirá el mal pronunciamiento de los nombres africanos y menos con entonación europeo. Todo aquel que infrinja esta ley será sancionado con multa de un millón de Bikwele.

Para servir de ejemplo a sus ciudadanos, el presidente Macías cambió su nombre por Mesie Nguema Biyogo Ngué Nomo. Así, encontró de nuevo su “identidad africana”, librándose de sus nombres cristianos “Francisco Macías” y adoptando un patrónimo auténticamente africano (Darrigol, 2014).

En resumen, la instauración de una política nacionalista por Macías Nguema fue una manera de reducir la presencia española en el país. Sin embargo, lo que se puede notar es que, esta política nacionalista se desarrolló en un contexto marcado por la dictadura.

4. La gobernanza de Francisco Macías Nguema : entre política nacionalista y dictadura

La política de valoración de las culturas nacionales de Macías Nguema en Guinea Ecuatorial se llevó en un contexto marcado por la dictadura. Los nacionales que el gobierno de Macías Nguema acusaba de sostener el separatismo o servir los intereses colonialistas fueron encarcelados y asesinados. Las primeras víctimas fueron los dos principales rivales políticos de Macías Nguema a la elección presidencial de 1968: Atanasio Ndongo Miyone y Bonifacio Ondo Edu (Deutsch, 2018). Durante este periodo, hombres políticos, comerciantes e intelectuales fueron asesinados en las cárceles (Darrigol, 2014, p. 486).

Los primeros signos de la dictadura de Macías Nguema remontan en 1968. Ya en diciembre de este año, Macías Nguema hacía alusión a la creación de un partido único. El 19 de enero de 1970, Macías Nguema prohibió todas las formaciones políticas existentes. Los partidos políticos, aun los que habían contribuido a la independencia del país, desaparecieron : Idea Popular de Guinea Ecuatorial (IPGE), Movimiento Nacional de Liberación de Guinea Ecuatorial (MONALIGE), Movimiento Nacional de Guinea Ecuatorial (MUNGE), Unión del Pueblo Bubi, Unión Ndowne y Unión Democrática Fernandina (Darrigol, 2014, p. 487). El 07

de julio de 1970, por decreto presidencial, Macías Nguema proclamó el Partido Único Nacional (PUN), que será más tarde, en 1974, el Partido Único Nacional de Trabajadores (PUNT). A partir de aquel momento, los demás partidos políticos fueron ilegales y todas actividades políticas en el país, excepto las del PUNT, serían reprimidas (Palé, 2014, p. 51). Según Macías Nguema :

El PUN será, a partir de hoy, el único partido legal [...] como la UNC en la República Federal de Camerún, el MPR en la República Democrática del Congo, la UPS en la República del Senegal, el PDCI en la República de Costa de Marfil, el FNL en la República Argelia (Darrigol, 2014, p. 487).

El PUN era, según sus textos, un partido político popular y democrático. Así, fue presentado como el órgano que reuniera a todos los ecuatoguineanos anhelando a la libertad y la igualdad. El sistema de partido único favorecería la unidad nacional, indispensable a la estabilidad política y al desarrollo de Guinea Ecuatorial. Para Macías Nguema, el PUN era un arma formidable y eficaz contra el colonialismo. Todos los ecuatoguineanos, a partir de catorce años de edad, deberían obligatoriamente matricularse al PUN. También, una tarjeta de membresía era exigida para actos sociales como reclutamiento y promoción profesional, matricularse en escuelas, etc. (Darrigol, 2014, p. 486).

El 07 de mayo de 1971, por decreto n° 415/71, Macías Nguema derogó varios artículos de la Constitución de 1968, asumiendo así como presidente los tres poderes del Estado ; es decir el poder legislativo, ejecutivo y judicial (Artucio, 1979, p. 13). Extendió también su poder de control en todas las instituciones claves del país, como lo dice Artucio (1979, p. 17): «Macías había acumulado una enorme cantidad de funciones; gobernaba, administraba, dictaba leyes, hacía justicia, dirigía el PUNT, etc.».

El 18 de octubre de 1971, la Ley n° 1/71 estableció la pena de muerte para :

Quienes mataren, amenazaren de muerte o intentaren matar al Presidente de la República. Igual pena para quienes lo privaren de su libertad u obligaren a hacer algo contra su voluntad. También pena de muerte para los responsables de rebelión, secesión o ataques a la integridad territorial y para quienes intentaren sustituir al gobierno sin el consentimiento popular. Prevé también penas de hasta 30 años de prisión para los cómplices de tales conductas. Y penas variadas para quienes insultaren, amenazaren o injuriaren al Presidente de la República o a los miembros de su Consejo de Ministros (Artucio, 1979, p. 7).

El 14 de julio de 1972, Macías Nguema se autoproclamó “Presidente Vitalicio” por decreto constitucional n°1/72 (Caden, 2010, p. 15). Fue una medida anticonstitucional, porque iba en contra de la democracia y la alternancia política en Guinea Ecuatorial. Según el artículo

9 de la Constitución de 1968, el Presidente de la República de Guinea Ecuatorial es elegido por cinco años por sufragio universal directo y secreto (Darrigol, 2014, p. 488). Además, Macías Nguema cultivó el culto a la personalidad y se atribuyó diversos títulos, más de treinta, entre los cuales “Presidente Vitalicio”, “General Mayor de los Ejércitos Nacionales”, “Gran Maestro de Educación, Ciencia y Cultura”, “Honorable y Gran Camarada” (Caden, 2010, p. 15). De añadura, la población debería participar en grandes eventos que, según el presidente Macías Nguema, marcaron la historia de Guinea Ecuatorial: el 01 de enero, fecha oficial del aniversario de Macías Nguema; el 05 de marzo, el día de la victoria; y el 29 de septiembre, aniversario de la victoria electoral de Macías Nguema (Nerín, 2016, p. 156).

El 04 de agosto de 1973, una nueva Constitución fue adoptada durante los congresos de los días 09 y 13 de julio del PUN, y ratificada en un referéndum organizado por el mismo PUN (Deutsch, 2018 p. 397). Esta Constitución consagra el poder absoluto al presidente Macías y deroga la de 1968. Por ejemplo, suspendió el Consejo de República. Así, el presidente de la República tiene capacidad de nombrar a los miembros de Instituciones. A diferencia de la Constitución de 1968, el artículo 37 no apareció y como tal, el presidente de la República dispone el poder de disolver la Asamblea Nacional, y los diputados son designados por el PUN (Darrigol, 2014, p. 490). Además, Macías Nguema atribuyó puestos estratégicos y privilegios a los nativos del clan de Mongomo, compuesto principalmente de familiares del clan Fang Essangui (Liniger-Goumaz, 1985, p. 16). En efecto, los Essangui ocuparon puestos ministeriales, administrativos, militares y políticos importantes durante la gobernanza de Macías Nguema. El mismo Macías fue declarado Presidente Vitalicio, Jefe de Estado y del Gobierno Popular, Ministro del Interior, Ministro de las Fuerzas Armadas Populares de la Nación, Ministro de la Construcción Popular y de Transportes (Darrigol, 2014, p. 491).

La represión bajo la gobernanza de Macías Nguema se acentuó después de 1969. Fue dirigida principalmente contra los líderes políticos. Todos los líderes políticos opositores a Macías Nguema fueron perseguidos y asesinados. A este efecto, Deutsch (2018 pp. 338-399) nos enseña que :

Macías ya puede dormir tranquilo. Poco a poco se iba quedando sin enemigos. Primero consiguió deshacerse de Saturnino Ibongo, a quien consideraba peligro incluso desde Nueva York; luego le tocó el turno a Armando Balboa, que al parecer mostraba excesivas simpáticas hacia España, y, por fin, se acababa de librar de Bonifacio Ondó Edú y Atanasio Ndongó. Mal futuro parecía aguardar en las cárceles de Bata y Santa Isabel a Enrique Gori, Pastor Torao, Gustavo Watson y tantos otros líderes (hasta un total de más de doscientos) encerrados bajo acusaciones tan triviales como pintoresca.

El régimen absoluto de Macías Nguema restringió las libertades en aquel periodo en Guinea Ecuatorial. Los ciudadanos no disponían de ninguna forma de derecho y de garantía (Artucio, 1979). Las poblaciones vivieron también el desempleo por falta de infraestructuras y del disfuncionamiento del aparato estatal. Ante la degradación total de las infraestructuras básicas y la represión masiva, la población ecuatoguineana se exilió. Para Palé (2014, p. 59), las poblaciones vivieron encarceladas, asesinadas y en la miseria.

La represión empujó a casi 125 000 de los 500 000 habitantes del país a exiliarse, entre 1969 y 1979, principalmente en Gabón, Camerún, Nigeria y España (UNHCR, 2001, p. 9). Además, la situación caótica del país causó la repatriación de unos 25 nigerianos que trabajaban en las plantaciones ecuatoguineanas. Estas idas provocaron graves consecuencias en todos los sectores productivos de la economía ecuatoguineana (Palé, 2014, p. 60).

En suma, todas las ejecuciones de opositores políticos, asesinatos, torturas, encarcelamientos del régimen represivo de Macías Nguema provocaron un total de unos 514 muertos (Liniger-Goumaz, 1980, p. 472). Sin embargo, Palé (2014, p. 53) precisa que estas cifras solo atañe a los asesinatos que han podido ser contados; no toman en cuenta las numerosas desapariciones que ocurrieron durante esta dictadura. Ante la recrudescencia de los asesinatos, el actual presidente de la República de Guinea Ecuatorial, Teodoro Obiang Nguema, ayudado por sus camaradas de la Academia Militar de Sarragosa y de varios caciques del poder, pusieron fin al régimen de Macías Nguema el 03 de agosto de 1979. Así se cerró un capítulo de casi once años de dictadura en Guinea Ecuatorial.

Conclusión

Varios factores empujaron al primer presidente de Guinea Ecuatorial independiente, a llevar una política anti española. Al mismo tiempo, promocionó y valoró las culturas ecuatoguineanas. A través de esta política nacionalista, motivada por el sentimiento anti español, Macías Nguema instauró un régimen dictatorial. En aquel periodo, los ecuatoguineanos y, más particularmente los líderes políticos opositores al régimen de Macías Nguema, sufrieron de torturas, persecuciones, encarcelamientos y asesinatos. Por consiguiente, pensamos que, con la coartada de un supuesto apoyo de los dirigentes españoles de aquel entonces a la tentativa golpe de Estado de 1969, bajo un sentimiento anti español y de promoción de las identidades nacionales, Macías Nguema cometió exacciones terribles contra

los españoles residentes y las poblaciones ecuatoguineanas. En otras palabras, esto fue una estrategia para él eternizarse al poder.

Referencias bibliográficas

- ALCÁZAR Javier Martínez (2001). « La crisis de marzo de 1969 en Guinea Ecuatorial ». *Aldaba: revista del Centro Asociado a la UNED de Melilla*, n° 31, pp. 9-24, disponible sur <http://e-spacio.uned.es>, consulté le 20/12/ 2022.
- ARTUCIO Alejandro (1979). *El juicio de Macías en Guinea Ecuatorial: la historia de una tragedia*. Comisión Internacional de Juristas y Universidad Internacional de Intercambio de Fondos, Ginebra.
- CADEN Cynthia (2010). « Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África ». *Informe país. Alerta Internacional*. Collection El Terror Rojo: la verdad censurada de las izquierdas, disponible sur <https://es.scribd.com>, consulté le 20/12/2022.
- DARRIGOL Adeline (2014). *Politiques Linguistique et multiculturalisme en République de Guinée Équatoriale, de la colonisation Espagnole à nos jours*. Thèse de Doctorat, Université François –Rabelais De Tours.
- DEUTSCH Christina (2018). *Independencia y descolonización de Guinea Ecuatorial*. Thèse de Doctorat, Université de Valence.
- GUSTO Nerín (2016). « Francisco Macías: Nuevo estado, nuevo ritual ». *ÉNDOXA: Series de Filosofías*, n°37, pp. 149-168.
- LINIGER-GOUMAZ Max (1980). *La Guinée équatoriale : un pays méconnu*. Paris : L'Harmattan.
- LINIGER-GOUMAZ Max (1988). *Brève histoire de la Guinée Équatoriale*. Paris : Éditions L'Harmattan.
- LINIGER-GOUMAZ Max (1985). *Guinea Ecuatorial. Bibliografía General*. Vol. V: Volumen recapitulativo, Genève: Éditions du temps.
- LINIGER-GOUMAZ Max (1996). « Guinea Ecuatorial. Diecisiete años de la segunda dictadura nguemista (1979-1996) ». *Estudios de Asia y África*, xxxi: 3, pp. 645-691.
- NUÑEZ Álvaro Rodríguez (2001). « La antigua Guinea Española: Análisis y perspectivas ». *Seminario del Centro Superior de Estudios de la Defensa Nacional (CESEDEN) de la Universidad de Santiago de Compostela*, disponible sur <http://www.cmeyanchama.com>, consulté le 15/10/2021.
- OKOME ENGOUANG Liliane Surprise Ep. Nzesseu (2013). *La traduction entre outil d'enseignement et discipline scientifique : le cas de l'espagnol au Gabon et en Guinée Équatoriale*. Thèse de Doctorat, Université Nice Sophia Antipolis.

- OTABELA Joseph-Désiré (2014). « Resistencia política y creación literaria en Guinea Ecuatorial ». *Revista Iberoamericana*, Vol. LXXX, pp. 883-898.
- PALE Miré Germain (2014). *L'impact du pétrole sur la société équato-Guinéenne*. Thèse de Doctorat, Université Felix Houphouët Boigny, Abidjan, Cocody.
- ROSIQUE Nistal Gloria (2006). « El caso del español en Guinea Ecuatorial ». *Enciclopedia del español en el mundo*. Anuario del Instituto Cervantes 2006-2007. Madrid: Instituto Cervantes, pp. 73-76.
- SCHLUMPF Sandra (2016). « Hacia el reconocimiento del español de Guinea Ecuatorial ». *Estudios de Lingüística del español*, n°37, pp. 217-235.
- TRUJILLO José Ramón (2011). « Historia y crítica de la literatura hispano africana ». In Mbaré Ngom et Gloria Nistal Rosique (eds) *Nueva Antología de la Literatura de Guinea Ecuatorial*, Madrid: SIAL/ Casa de África, pp. 885-907.
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) (2001). *Guinée Équatoriale : la situation des réfugiés et exilés en l'an 2001*, disponible sur <http://www.unhcr.org>, consulté le 20/10/2022.